

Eusebiu NARAI  
(Université de l'Ouest  
de Timișoara)

**Les relations internationales  
entre août et septembre 1939,  
réflétées dans les pages du journal  
banatien L'Ouest**

**Abstract: (International relations between August and September 1939, reflected in the pages of the Banat newspaper <The West>)** The year 1939 began with shocking news for all those who believed in the values of democracy and in maintaining the territorial *status quo* established at the end of World War I: on January 2, the American magazine Time named Adolf Hitler as "Man of the Year". It should not be forgotten that 1938 marked the "triumph" of Franco-British conciliation, which had reacted "pale" to the March Anschluss and preferred to resolve the Sudeten crisis by ceding this overwhelmingly inhabited area by the Germans. Located in southern Czechoslovakia, to the Third Reich, following a conference in Munich with Germany and Italy, along with France and England, in September. Poland and Hungary also contributed to the dissolution of the Czechoslovak state, taking over, under pressure (Hungary), with obvious Italian-German support, and the ultimatum (Poland), important regions of the Czechoslovak Republic: Tešín and Friestadt – to Poland and, respectively, Ruthenia (Ukraine) Subcarpathian – to Hungary. The signing of the Ribbentrop-Molotov Pact on August 23, 1939, was a prelude to World War II. «The West» newspaper presented, commented on and disseminated information on the evolution of international relations after the disappearance of the Czechoslovak state from the map of Europe, from credible sources, the analyzes of its reputable editors proving extremely relevant and objective. Not even the change of the profile of the mentioned newspaper determined the renunciation of the excellent foreign policy column, emblematic for this publication. The main events were Bulgarian revisionism, the Danzig crisis, the military maneuvers carried out by Germany and Italy, Hungarian revenge, the debates in the British Parliament on the imminence of a devastating new war, the internal reconciliation in Yugoslavia amid deteriorating international political climate, the ministerial dialogue between the prime minister the French (Daladier) and the German Chancellor (Hitler), the astonishment of the Japanese ruling circles towards the signing of the Ribbentrop-Molotov Pact (August 23, 1939), which marked the division of spheres of influence in Europe between the Third Reich and the Soviet Union and was preparing for the outbreak of the Second World War.

**Keywords:** *"Polish corridor", World War II, Sever Bocu, "The West", Timișoara.*

**Résumé:** L'année 1939 débute par une nouvelle bouleversante pour tous ceux qui croient aux valeurs de la démocratie et au maintien du statu-quo territorial instauré à la fin de la Première Guerre mondiale: le 2 janvier, le magazine américain «Time» nomme Adolf Hitler „Homme de l'année”. Il ne faut pas oublier que 1938 marque le „triomphe” de la conciliation franco-britannique, qui avait réagi „pâle” à l'Anschluss de mars et préféré résoudre la crise des Sudètes en cédant cette zone majoritairement habitée par les Allemands. Situé dans le sud de la Tchécoslovaquie, au Troisième Reich, suite à une conférence à Munich avec l'Allemagne et l'Italie, ainsi que la France et l'Angleterre, en septembre. La Pologne et la Hongrie ont également contribué à la dissolution de l'État tchécoslovaque, prenant le relais, sous la pression (Hongrie), avec un soutien italo-allemand évident, et l'ultimatum (Pologne), d'importantes régions de la République tchécoslovaque: Tešín et Friestadt – au Pologne et, respectivement, Ruthénie (Ukraine) subcarpathique – à l'Hongrie. La signature du Pacte Ribbentrop-Molotov, le 23 août 1939, était un prélude à la Seconde Guerre mondiale. Le journal «L'Ouest» a présenté, commenté et diffusé des informations sur l'évolution

des relations internationales après la disparition de l'État tchécoslovaque de la carte de l'Europe, à partir de sources crédibles, les analyses de ses rédacteurs réputés se révélant extrêmement pertinentes et objectives. Même le changement de profil du journal mentionné n'a pas déterminé le renoncement à l'excellente chronique de politique étrangère, emblématique de cette publication. Les principaux événements ont été le révisionnisme bulgare, la crise de Dantzig, les manœuvres militaires menées par l'Allemagne et l'Italie, la revanche hongroise, les débats au Parlement britannique sur l'imminence d'une nouvelle guerre dévastatrice, la réconciliation interne en Yougoslavie dans un climat politique international qui se détériore, le dialogue ministériel entre le premier ministre français (Daladier) et le chancelier allemand (Hitler), l'étonnement des milieux dirigeants japonais face à la signature du Pacte Ribbentrop-Molotov (23 août 1939) qui marqua le partage des sphères de influence en Europe entre le Troisième Reich et l'Union soviétique et se préparait au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

**Mots-clés:** "Couloir polonais", Seconde Guerre mondiale, Sever Bocu, «L'Ouest», Timișoara.

La Pologne ne faisait pas non plus confiance à son voisin oriental, sur la base de l'expérience passée, et en tant que tel, le 14 août 1939, refusa la demande de l'Union soviétique pour que l'Armée rouge entre en Pologne.

La situation était assez compliquée en Extrême-Orient, entre le 20 et le 25 août 1939, la bataille de la rivière Khalka entre les troupes soviétiques et japonaises a eu lieu, où 10 000 soldats soviétiques et 25 000 soldats japonais ont perdu la vie.

Pendant ce temps, le 22 août 1939, Hitler autorisa le meurtre sans merci de tous les hommes, femmes et enfants d'origine polonaise ou parlant le polonais.

Les États occidentaux furent étonnés d'apprendre que le 23 août 1939, un pacte de non-agression avait été signé à Moscou entre l'Allemagne et l'URSS, alors connu sous le nom de pacte Ribbentrop-Molotov. En réponse, le 25 août 1939, le pacte polono-britannique d'entraide contre l'Allemagne fut conclu. Convaincue du désir implacable du Führer de renverser l'État polonais dans son expansion vers l'Europe de l'Est le 27 août 1939, la Pologne camoufla ses avions militaires dans de petits aéroports autour de Varsovie.

Bien plus vite que prévu par les Polonais, le 31 août 1939, la station de radio de la ville allemande de Gliwicz est attaquée par des troupes SS, déguisées en uniformes polonais, ce qui sera le prétexte au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale le lendemain (les ouvrages sont à consulter: Scurtu 2006; Roosens 2001; Renouvin, Duroselle 1991; Rea, Wright 1997; Onișoru 2015; Nazaria 2012; Moraru 2013; Moisuc 2005; Moisescu [2012]; Lupu, Lupu 2013; Leuștean 2015; Diaconu 2008; Cristea 2013; Ciorbea, Plopeanu 2011; Chirca 2010; Carr 2011; Bold, Ciupercă 2010).

\*\*\*

Homme politique et journaliste de renom du Banat aux convictions démocrates, Sever Bocu a fondé et soutenu, par sa notoriété et son professionnalisme, l'activité du quotidien *Ouest*, depuis sa première parution, en 1930, condamnant avec virulence toute dérive vers l'autoritarisme ou le totalitarisme. Après l'installation du régime monarchique autoritaire, en février 1938, le journal devra progressivement renoncer à

l'information politique intérieure, se concentrant principalement sur l'actualité politique étrangère et l'actualité économique, culturelle, spirituelle et sportive nationale et régionale (sur Sever Bocu et le journal fondé par lui, voir: Bocu 2005; Bogdan 1999; Munteanu 1999).

Pendant un an (janvier 1938-janvier 1939), Constantin Miu-Lerca avait été rédacteur en chef du journal *Ouest*, et entre le 18 janvier et le 8 mars 1939, ce poste appartenait au Dr. Gh. Ciorman (*Ouest*, Timișoara, an X, n° 2281, mercredi, 18 janvier 1939, p. 1).

À partir du 8 mars 1939, *Ouest* devient une "feuille culturelle, économique, sociale", renonçant peu à peu à ses apparitions quotidiennes, et le rédacteur en chef du journal devient Petru Sfetca, tandis que Sever Bocu reste le fondateur et propriétaire de la publication (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2287 a, mercredi, 8 mars 1939, p. 1).

\*\*\*

Début août 1939, la rédaction de *l'Ouest* présente la position du grand journal français *Le Matin* face aux revendications territoriales bulgares contre la Roumanie, dans un article de son envoyé spécial, André Rabache :

«Les dirigeants de Bucarest - écrit <Le Matin> - refusent, tout simplement, d'admettre qu'il existe un problème, quel qu'il soit, sur le territoire de Dobrogea.

La question de Dobrogea ne peut pas être une question ethnique sérieuse. Il est fort possible que ce territoire soit jugé utile à Sofia, pour des raisons de défense nationale ou pour des raisons de revanche. Mais les Roumains se sentent en droit de résister, avec toutes leurs forces morales et matérielles, à une campagne révisionniste, soutenue par ceux qui s'intéressent à troubler la paix en Europe de l'Est.

La même résistance est d'ailleurs développée par les Roumains avec un souci de modération et de courtoisie, auquel l'enquêteur étranger ne peut qu'être sensible. Les chiffres, les données historiques et, surtout, l'invitation amicale à se rendre au Quadrilatère en sont les meilleures démonstrations, mais ils ont tous la froide décision d'utiliser les armes lorsqu'un geste malheureux menacerait le caractère roumain de Dobrogea.» (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2324, jeudi, 10 août 1939, p. 3).

C'était une critique, pas exactement voilée, du caractère ethnique, essentiellement roumain, du Quadrilatère et de l'absence de dialogue entre la partie roumaine et la partie bulgare au sujet de la Dobrogea du Sud.

Pendant ce temps, la crise de Dantzig se poursuit, prenant de nouvelles formes, comme le souligne Peter Sfetca dans un article du 13 août 1939:

«Depuis quelque temps, sur la côte nord de la vieille Europe, règnent *des troubles* qui, par leur nature, contribuent à *créer une gangrène psychologique* même parmi les citoyens d'outre-mer. Ce qui se produit? *Le Gauleiter Foerster lui cria haut et fort que l'existence de la Danzig hanséatique avait, de tout temps, été sous tutelle allemande, et qu'il ne pouvait donc retarder son incorporation dans les armes du Reich*; que s'il y a quelqu'un à opposer, alors il sera ignoré, car le Führer le veut simplement.

Ce désir, renouvelé par les cris du jeudi soir (10 août 1939 - n.n.), sur la Longue Place de Dantzig, nous les avons entendus eux aussi, sans toutefois pouvoir nous convaincre de leur sincérité ou, disons, de la note de protestation qu'il aurait eu. Pourquoi? Parce que *les Dantziens ne sont encore menacés par personne et qu'ils ne sont pas très tempérés avec... la paix.*

Le mot du Monsieur Foerster, s'il n'a pas osé être aussi fort qu'on l'attendait partout, c'est parce que - probablement - le chancelier (Hitler - n.n.), lors de la réunion précédant les déclarations de Dantzig, lui a donné une note de mesure. Évidemment, pas dans un esprit de réconciliation, mais comme une tactique de prévoyance.

Monsieur Hitler a cependant trahi, dans ce cas, une pensée que l'on devine dans le subconscient. Car, si *le ton du discours-énoncé de Dantzig n'était pas vraiment accentué*, on ne peut pas en dire autant du fond du problème. Ici, *l'accent est tombé* - et est tombé sérieusement - *sur les soi-disant <menaces de guerre polonaises>*. C'est *la vieille tactique des nationaux-socialistes*, qui, si elle ne nous rattrape pas aujourd'hui, c'est qu'après tant d'<anschlusses>, elle est devenue obsolète. Monsieur. Foerster a déclaré quelque part dans ses dernières déclarations qu'«*en 1919, malgré toutes les protestations unanimes et répétées de son peuple, Dantzig s'est détachée de sa patrie, violant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*»... M. le chancelier, qui donnait des leçons à son adjoint à Dantzig, a cependant oublié ce que fait maintenant Son Excellence...». (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2325, dimanche, 13 août 1939, p. 1).

A cette occasion, les tactiques utilisées par Hitler dans la conquête, sans combat, de divers territoires qu'il fallait intégrer, puis, pour diverses raisons, à l'espace de vie allemand ont été rappelées à l'attention des lecteurs. La même tactique était désormais utilisée dans le cas du "corridor polonais".

L'imminence d'une nouvelle guerre dévastatrice était l'un des sujets de prédilection du journal banatien, qui prenait le relais et commentait les nouvelles diffusées dans la presse internationale :

«Les journaux français du vendredi matin (11 août 1939 - n.n.) commentent **les débats** - d'avant-hier (même date - s.n.) - **au parlement britannique**.

<Le Figaro>, dans un article de Romier, précise:

«Il ne faut pas se laisser abuser par le *fatidique jeu des données*. À partir du 20 août, il semble que le destin commencera à prendre forme. Si *la journée du 25 août reste sombre*, a-t-on le droit d'oublier tous les risques ? Après le 20 août, *les grandes mobilisations, rassemblements ou manœuvres de troupes* que l'Allemagne et l'Italie ont pris soin d'annoncer prendront fin. Alors commencera *la période annuelle de célébration et d'incitation des forces nationales-socialistes*. Trois régions d'Europe semblent aujourd'hui exposées à une initiative soudaine: *Gdansk, la Hongrie* - qui cache à peine son accord avec le Reich, et enfin *la Macédoine*, dont les Italiens ont visiblement envie. Beaucoup de choses peuvent arrêter leur audace ou simplement la retarder. Une certaine occasion peut aussi provoquer de manière inattendue. Nous devons faire preuve d'une solidarité constante.» (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2325, dimanche, 13 août 1939, p. 4).

Bien que le 25 août 1939 ait été considéré comme une date presque certaine pour le déclenchement d'une nouvelle conflagration mondiale, les éditeurs de *l'Ouest* avaient encore une lueur d'espoir qu'il serait possible d'atteindre la table des négociations.

De même, bien que selon des sources officielles, la Yougoslavie n'ait pas concentré de troupes à la frontière de l'Allemagne et de l'Italie, par décret, toutes les grandes villes et centres industriels du royaume voisin étaient tenus d'avoir des réserves alimentaires pendant un mois, pour une éventuelle mobilisation ou guerre. La nourriture devait être conservée dans des conditions d'hygiène maximale, dans des entrepôts spéciaux. Parallèlement, la quantité journalière de nourriture nécessaire à chaque habitant était réglementée: 1 kg de blé ou 750 g de farine, 180 g de haricots ou 120 g de riz, 50 g de saindoux ou d'huile (appelée huile dans les documents de le temps), 50 g de sucre, 25 g de sel, 20 g de café et 3 g de thé. La quantité de viandes conservées ou fraîches devait être réglée ultérieurement, par chaque mairie (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2326, vendredi, 18 août 1939, p. 4).

Dans son numéro du 31 août 1939, dans un article signé Petru Sfetca, le journal *Ouest* annonce une réconciliation interne tant attendue en Yougoslavie, au milieu du danger imminent d'une nouvelle guerre mondiale, mais aussi les substrats de cette réconciliation historique entre les dirigeants des Serbes et des Croates:

«Les correspondants des agences télégraphiques de Belgrade ont récemment informé l'opinion européenne, dépassée par l'état alarmant de notre vieux continent, d'une conciliation au sein de la tourmente interne yougoslave, dans le sens *de l'entrée d'un groupe important de Croates, mené par M. Macek, à Skupcina*. Devant *ce geste*, qui doit signifier qu'il *appartient au régent Paul*, la presse mondiale, ainsi que tous les rapporteurs objectifs des événements qui tendent vers l'historicité, se sont dits quelque peu satisfaits, mais aussi surpris. C'était juste - jusqu'à hier - *l'antagonisme anachronique entre les peuples des Croates et des Serbes*, que personne ne croyait, ne soupçonnait aboli par une actualité aussi rapide.

Certes, entre-temps, après *le départ du gouvernement Stoiadinovich*, la volonté de l'actuel Premier ministre de mettre fin aux conflits qui, depuis la guerre (Première

Guerre mondiale) se sont enchaînés entre les deux majorités yougoslaves, mais aucune mesure évidente, (en) hormis quelques phrases laissées succinctement à cet égard, il n'a pu être enregistré.

Voulaient-ils ou non *une réconciliation* ? Et qui était, c'est-à-dire, coupable du retard d'une traduction en fait? *Monsieur Svetkovich se déclare - en principe - pour*, mais probablement son gouvernement ne l'approuve pas. Puis *vint l'initiative d'en haut*, mettant un terme, momentanément, aux anciens troubles intérieurs. *Des points de réticence*, mais... Car si, au final, monsieur les Croates. Macek a reçu une satisfaction, comme celle que nous avons exprimée, si, c'est-à-dire que leurs représentants dans le nouveau gouvernement étaient également appelés, alors *la situation*, nous le soupçonnons, *n'a changé - pour le moment - que son squelette*, puisque M. Macek et ses collaborateurs n'ignoreront pas le fait qu'il a revendiqué leur présence ici. *Les Croates ne se contenteront pas d'un acte de présence simple et superficiel*. Bien sûr, *ils ont aussi la conscience d'un signe de mission*. *Les camps*, seulement maintenant, *vont se rassembler; le combat ne commence qu'aujourd'hui...*» (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2328, jeudi, 31 août 1939, p. 1).

Selon toute vraisemblance, le régent Paul de Yougoslavie a réussi à faire conclure l'accord serbo-croate. La démission du cabinet de Stoiadinovici a été suivie de la formation d'un nouveau gouvernement, dirigé par Svetcovič, qui comprenait: Macek, chef du Parti paysan croate (vice-président du Conseil des ministres, ministre sans portefeuille); Lazar Marcovici (Parti radical serbe, jusqu'alors dans l'opposition) - en Justice; Max Maximovici (Parti Radical Serbe) - pour l'Instruction Publique; M. Krek (Slovène, ancien ministre de la construction) - Travaux Publics; Général Milan Nedici (frère du général Nedici, ancien ministre de la Guerre) - à la Guerre; Tzintzar Marcovici (qui détenait également ce portefeuille dans le premier gouvernement dirigé par Svetcovič) - chez Externe; Sutei (dirigeant bosniaque croate) - Finances; Ing. Bešlić (ancien ministre de l'Agriculture) - Communications; Mihaldžić (ancien banquier adjoint à Zagreb) - à l'Intérieur; Kulenovič, chef des Croates musulmans (ancien ministre des Communications) - dans les Forêts et la Construction; Andres (Parti Paysan Croate) - dans le Commerce et l'Industrie; Buisavlevici (serbe de Croatie, représentant du Parti Démocratique Indépendant, qui a fusionné avec le Parti Paysan Croate) - au Bien-être Social; Gabrilovič (député du Parti Paysan Serbe, dans l'opposition jusqu'alors) - en Agriculture; Torbar (Parti Paysan Croate) - Poste et Télégraphe; Tomić (ancien ministre du Commerce) - en Éducation Physique; prof. univ. Dr. Mihai Konstantinovič (expert juridique, avec un rôle important dans les négociations entre le gouvernement de Belgrade et les Croates) - ministre sans portefeuille sous la présidence du Conseil des ministres; Dr. Moljan (bosniaque croate) - Ministre sans portefeuille (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2328, jeudi, 31 août 1939, p. 4).

Après cette réconciliation interne, le gouvernement yougoslave a annoncé que l'objectif premier de l'État était de préserver la paix et ses propres frontières, ce qui ne

pouvait être assuré qu'en maintenant une stricte neutralité en cas de conflit entre les Grandes Puissances (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2328, jeudi, 31 août 1939, p. 4).

À la fin d'août 1939, le spectre de la guerre se fait de plus en plus menaçant, le journal banatien informant ses lecteurs d'un échange de lettres entre le Premier ministre français (Daladier) et le chancelier allemand (Hitler) :

«*M. Daladier*, le premier ministre français, a envoyé *M. Hitler* **un message de paix** dans lequel il dit que si le sang français et allemand doit couler une fois de plus, comme il y a 25 ans, dans une guerre longue et plus destructrice, alors chacun des deux peuples se battra avec confiance pour la victoire.

*M. Hitler* a répondu à *M. Daladier* qu'il ne voit, de (son) point de vue, aucune possibilité de pouvoir influencer - dans un sens raisonnable - la Pologne, afin de redresser une situation intolérable pour le peuple allemand et pour le Reich.

Donc *la tension monte et le dénouement est attendu - d'instant en instant.*» (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2328, jeudi, 31 août 1939, p. 4).

Par conséquent, le Führer n'a pas tenté, cette fois, de convoquer une conférence internationale des Grandes Puissances, révélant ses véritables intentions, mais rejetant la responsabilité de cette crise sur le côté polonais.

Suite à la conclusion du pacte germano-soviétique, également appelé pacte Ribbentrop-Molotov (du nom des ministres des Affaires étrangères), le 23 août 1939, le gouvernement japonais, dirigé par Hiranuma, démissionne, laissant présager une uniformité des vues internes. et un éventuel changement dans la politique étrangère du Japon (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2328, jeudi, 31 août 1939, p. 4). Sans doute, le cabinet de Tokyo a-t-il été pris de court par le paraphe du pacte précisé au-dessus, compte tenu des conflits frontaliers soviéto-japonais jusqu'alors.

Ainsi, la situation internationale était extrêmement tendue à la fin du mois d'août 1939, ce fait se reflétant dans les pages du journal de Timișoara.

\*\*\*

Après avoir présenté en détail les principales opérations entreprises par la Wehrmacht sur le territoire de la Pologne, le journal Banat a inclus, dans ses pages, des aspects concernant l'entrée de l'Armée rouge dans la partie orientale de l'État polonais. L'opinion publique de la région était profondément préoccupée, d'une part, par la défaite inévitable de l'armée polonaise et la disparition - de la carte de l'Europe - d'un État voisin et ami, avec lequel la Roumanie avait conclu des traités d'alliance, et, d'autre part, des nouveaux voisins du Nord - totalitaires, expansionnistes, révisionnistes et

revanchards: le Troisième Reich et l'Union Soviétique. Dans un article du 21 septembre 1939, Petru Sfetcă appelait à l'unité, pour surmonter les divergences d'opinions et les conflits politiques stériles qui avaient marqué la société roumaine de l'entre-deux-guerres et qui n'avaient été "mis sous pression" que par le régime monarchique autoritaire:

«L'histoire a enregistré, à certaines époques, outre *le rapport de forces qui écrasait les peuples*, et *une évidente prise de conscience dans les rapports de différences qui existaient*. Que cette conscience ait remplacé plus tard le iureș d'une action peut être vrai, mais on ne peut pas dire qu'elle ait été subordonnée à l'action qui dirige ces forces. *La conscience nationale des peuples a toujours été le pire accent qui ait été mis sur les batailles, au-delà des défaites et des victoires. Grâce à elle, notre peuple a résisté aux tendances à l'éparpillement* et veille encore aujourd'hui à l'intégrité que nous ont conférée de nombreuses vies gâchées sous le poids des conflits. Harcelé, depuis des années et des années, pour son bout de pays, aucun beau-père ne lui passait dessus sans le trouver conscient, avec sa psychologie roumaine.

Le temps appelle, aux destinées d'un peuple, peuple et peuple... non selon le caractère de leur desideratum, mais *dans l'esprit des aspérités d'une certaine nature. Les gens sont donc changeants, le destin et la conscience des peuples, mais jamais. Les gens peuvent se tromper en venant avec la folie de l'époque dans les gestes, dans les regards, mais l'âme des gens est différente. Oh, si notre avenir était dans notre conscience, qu'il serait bon !...»* (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2330, jeudi, 21 septembre 1939, p. 1.)

C'était un plaidoyer très convaincant, car les grandes réalisations des Roumains, à travers l'histoire, s'étaient faites à partir de la manifestation plénière de la conscience nationale.

Le même numéro enregistrait la défaite de l'armée polonaise face aux forces allemandes, comme l'a annoncé avec insistance l'agence de presse allemande à Berlin le 19 septembre 1939:

«<D.N.B.> transmet **le communiqué officiel** suivant, donné par le commandement suprême de l'armée allemande:

«*La campagne de Pologne touche à sa fin. Après l'encerclement complet de Lemberg et l'occupation de Lublin, une partie de l'armée est-allemande se trouve sur la ligne générale Lemberg-Włodzimierz-Brest Litovsk, occupant ainsi la majeure partie de la Pologne. A l'arrière du front, les détachements épars de l'armée polonaise, qui occupaient encore quelques points, furent détruits ou faits prisonniers. La plupart de ces corps, soit environ un quart de l'armée polonaise, sont encerclés entre Bzura et la Vistule, au sud de Wyszogrod, et se décomposent depuis hier. La Varsovie assiégée a été priée hier (18 septembre 1939 - n.n.), par radio, au Haut Commandement allemand, de recevoir un parlementaire polonais. Le haut*



commandement allemand a accepté, mais aucun parlementaire ne s'est présenté avant minuit.

Les frappes aériennes allemandes attaquent avec succès les forces polonaises assiégées au sud-ouest par Wyszogrod. Nulle part sur tout le front l'aviation polonaise n'a été signalée. L'aviation allemande remplissait donc l'essentiel de la mission qui lui était confiée à l'Est. De nombreuses unités d'artillerie aérienne et anti-aérienne sont maintenant concentrées et prêtes pour une autre mission. Aucune opération majeure n'est signalée sur le front occidental. Près de Sarrebrücken, un avion français est abattu par un avion de chasse allemand. Aucune frappe aérienne n'a eu lieu au-dessus de l'Allemagne.» (Ouest - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2330, jeudi, 21 septembre 1939, p. 3).

A en croire cette source, on constate aisément une différence majeure, en termes d'équipements techniques et de tactiques de combat, entre les forces allemandes et polonaises, qui a marqué de son empreinte la conduite des opérations militaires. Sans aucun doute, la pénétration des troupes soviétiques en Pologne a eu un impact tout aussi fort, les militaires polonais étant pris "dans les pincettes".

Alors que la Blitzkrieg fonctionnait à des paramètres optimaux en Pologne, la "guerre étrange" se poursuivait sur le front occidental, étant assez similaire, en termes de tactiques de combat, à la Première Guerre Mondiale.

Toujours le 19 septembre 1939, le correspondant de l'agence <Havas> à Amsterdam venait d'apprendre que "par **une ordonnance du Conseil de défense du Reich**, les peines prévues contre ceux qui violent les dispositions relatives à la défense passive ont été aggravées". À l'avenir, ceux qui n'éteindront pas complètement les lumières lorsque l'alarme sera donnée, ou n'exécuteront pas les ordres donnés par les officiers chargés de la défense passive pourront être condamnés à la prison en cellule. (Ouest - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2330, jeudi, 21 septembre 1939, p. 3).

Les dirigeants de l'Allemagne nationale-socialiste étaient bien conscients de la possibilité de frappes aériennes, notamment britanniques, sur le territoire allemand, en solidarité avec la Pologne, tout en essayant de parvenir à un accord avec le Royaume-Uni sur le partage des sphères d'influence en Europe et en espérant que le Japon n'attaquera pas les États-Unis, qui maintiendront ainsi leur politique d'isolement et de non-implication dans ce conflit.

Le même jour, l'agence <Reuter> a rapporté un télégramme reçu par le journal <Berlinske Tidende> à Copenhague de son correspondant à Berlin, qui écrivait que les dirigeants du Troisième Reich n'étaient pas disposés à demander le soutien de l'Armée rouge en Europe, l'Allemagne incline à demander à l'Union Soviétique d'attaquer l'Inde, la "perle de la couronne britannique". Le journal ajoutait que l'Angleterre ne serait pas en mesure d'attaquer l'URSS pour au moins deux raisons: le contrôle total des Allemands en Mer Baltique et le nombre considérable de mines situées en Mer Noire. Les milieux politiques de Berlin pensaient que la Turquie maintiendrait sa neutralité

tout au long de la guerre, ce qui était à l'avantage de l'Allemagne, notamment en termes d'accès au détroit de la Mer Noire (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2330, jeudi, 21 septembre 1939, p. 3).

Avec l'approbation du gouvernement polonais, Sir Howard Keffards, l'ambassadeur britannique à Varsovie, est entré en Roumanie le 19 septembre 1939, selon le ministère britannique de l'Information (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2330, jeudi, 21 septembre 1939, p. 3).

L'exode des diplomates accrédités avait commencé dans la capitale polonaise, qui à son tour se trouvait dans une situation ingrate. Tous les espoirs d'un fort soutien militaire des Britanniques et des Français, avec lesquels la Pologne avait établi des relations privilégiées depuis le début de l'entre-deux-guerres, s'étaient effondrés.

Les autorités roumaines ne pouvaient rester impassibles face au drame que revivait le peuple polonais, mais elles étaient obligées de ne pas violer la neutralité qu'elles avaient assumée, afin de ne pas provoquer une réaction violente de l'Allemagne et de l'Union soviétique. En effet, outre les intérêts économiques communs des deux derniers, ils étaient liés par autre chose : la volonté d'anéantir l'État polonais, que l'Autriche, la Prusse et la Russie avaient partagé plusieurs fois au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans ce sens, le 19 septembre 1939, la Présidence du Conseil des ministres roumain a publié le communiqué suivant:

«Les conditions particulières dans lesquelles les événements se sont déroulés en Pologne, le 17 septembre (1939 - *n.n.*), ainsi que le fait *que le gouvernement polonais a demandé au gouvernement roumain d'accorder l'hospitalité au chef de l'État et ses ministres qu'ils se réfugient sur notre territoire*, ils ont indiqué à la Roumanie *le maintien - plus loin - de l'attitude de stricte neutralité envers les belligérants actuels. Le gouvernement (roumain - n.n.) continuera à veiller, avec tout le patriotisme, à la sécurité et à la défense des frontières du Pays.*» (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2330, jeudi, 21 septembre 1939, p. 3).

Toujours le 19 septembre 1939, le correspondant de l'agence <Havas> à Moscou annonce que les troupes soviétiques ont atteint la ville de Pinsk, une avance de plus de 100 km, et occupé la ville de Vilno, aujourd'hui Vilnius (capitale de la Lituanie). Il devenait de plus en plus clair que l'Armée Rouge avançait très rapidement, rencontrant une faible résistance des forces polonaises (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2330, jeudi, 21 septembre 1939, p. 3).

L'armée roumaine était en alerte, surtout à la frontière nord, où il y avait encore quelques combats entre forces inégales: d'un côté, la Wehrmacht et l'Armée Rouge (techniquement bien dotées et ayant une supériorité difficile à imaginer) et, de l'autre d'autre part, l'armée polonaise (insuffisamment préparée d'un point de vue technique, avec une tactique de combat défectueuse et avec des effectifs nettement inférieurs aux deux autres armées). Quoiqu'il en soit, le 19 septembre 1939, le roi de Roumanie (Carol II) signa *le décret-loi complétant la loi du 20 avril 1939 relative aux contrats de location des soldats actifs ou concentrés du supplément ou de la réserve*, qui prévoyait

la possibilité de prolongation de 6 mois supplémentaires, sans toutefois dépasser le mois de mai 1940 (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2330, jeudi, 21 septembre 1939, p. 3).

La guerre se rapprochait de plus en plus des frontières de la Roumanie et il était presque impossible pour notre pays d'éviter, indéfiniment, de s'engager dans un conflit. Les éditeurs de l'Occident ont appelé au soutien de la Croix-Rouge roumaine, qui devait jouer un rôle important, comme lors de la première conflagration mondiale:

«...Face cependant aux *besoins sans cesse croissants*, aux *tâches croissantes* qu'il doit assumer, le nombre de membres qui le composent est tout à fait réduit et, par conséquent, insuffisant pour pouvoir faire face, comme il se doit et ainsi qu'il le souhaite, à tout besoin auquel il est appelé à apporter son aide.

*Pas même 2 pour mille de la population de ce pays ne s'y intéressent de près*, que ce soit sous la forme d'une contribution régulière ou sous la forme d'une contribution de travail. Dans d'autres pays, l'intérêt public va si loin que plus d'un quart de la population du pays est inscrite dans les rangs de la Croix-Rouge et donne, régulièrement, l'obole, chacun selon ses attributions, afin de se procurer les moyens nécessaires à remplissant son but.

*Les jours difficiles nous menacent à nouveau*. Ils doivent nous trouver prêts à les affronter vigoureusement et à minimiser leurs conséquences désastreuses. A cet égard, *la raison d'être de la Croix-Rouge est plus évidente que jamais*. C'est pourquoi nous appelons chaleureusement et sincèrement tous ceux qui peuvent apporter leur aide, en argent, en nécessités, notamment en travail, à rejoindre cette armée du bien.

En aidant la Croix-Rouge, vous vous aidez vous-même et vos proches dans les moments difficiles, car son but est de nous faire subir, le plus facilement possible, ce que de tels moments peuvent apporter...

... Aucun sacrifice n'est trop grand quand il est fait pour le pays, au service duquel la Croix-Rouge est ... Toute aide est la bienvenue ...

... Selon ses statuts, la Croix-Rouge compte 3 types de **membres**:

1) **actifs** - qui paient une cotisation annuelle de 5 lei et plus, au siège de la Société à Bucarest, rue Biserica Amzei Nr. 29 (par Bd. Take Ionescu) ou dans ses succursales de la province;

2) **donateurs** - qui font un don d'au moins 1 000 lei ou qui ont rendu - pour l'entreprise - un service plus important;

3) **adhérents** - qui font un don d'au moins 500 lei.

Les noms des donateurs sont inscrits dans le Livre d'Or de la Société.

Roumains, la Croix-Rouge vous attend à bras ouverts.» (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2331, samedi, 30 septembre 1939, p. 4).

Comme on pouvait s'y attendre, les économies de certains pays européens commençaient à être affectées par le conflit. Ainsi, le matin du 28 septembre 1939, la livre sterling a enregistré une légère hausse à la Bourse de Berlin, selon l'Agence <D.N.B.> (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2331, samedi, 30 septembre 1939, p. 4).

À la fin du septembre 1939, la radio et la presse soviétiques annoncèrent que, dans la région de Vilno, des groupes de soldats polonais, composés principalement d'officiers, continuaient de résister aux troupes soviétiques, se cachant dans les forêts denses de la région et attaquant, périodiquement, l'Armée Rouge opérant dans la région (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2331, samedi, 30 septembre 1939, p. 4).

Suite à la conclusion du pacte Ribbentrop-Molotov, la neutralité bienveillante envers la Grande-Bretagne, officiellement adoptée par le gouvernement portugais dirigé par Salazar, au début des hostilités, tendit à se transformer en hostilité envers le IIIe Reich, le cabinet de Lisbonne adoptant diverses mesures soutenir les alliés occidentaux dans le domaine maritime (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2331, samedi, 30 septembre 1939, p. 4).

L'autre État ibérique (l'Espagne) ne semblait pas disposé à renoncer à la neutralité, malgré le soutien ouvert et constant offert par l'Allemagne nazie et l'Italie de Mussolini au général Francisco Franco pendant la guerre civile. Franco, devenu le maître absolu de l'Espagne, fait rarement des gestes de bienveillance envers ses alliés étrangers.

Dans ce contexte extérieur totalement défavorable à la Roumanie, le sous-secrétaire d'État à la Propagande, Eugen Titeanu, reçut en audience, le 28 septembre 1939, pendant deux heures, les rédacteurs accrédités à Bucarest, ainsi que les envoyés spéciaux des grandes agences étrangères et journaux, selon les coutumes, l'État roumain faisant des efforts particuliers pour maintenir sa neutralité. Assistaient à cette audience: Werner Voss (conseiller de presse à la légation d'Allemagne); N. Petrovitch (attaché de presse de l'ambassade de Yougoslavie); Giovanni Costa (attaché de presse de la Légation d'Italie); Paul de Fulop (attaché de presse de la légation hongroise); H.H. Lovell (correspondant de l'agence <Reuter>); Klaus Schickert (correspondant d'agence <D.N.B.>); Maurice Negra (correspondant de l'agence <United Press>); Al. Coler (correspondant d'agence <Havas>); F.C. Jahn (correspondant d'<Associated Press>); P. Mizunca (correspondant de l'agence <P.A.T.>); J. Schmerz (correspondant de l'agence <Exchange Telegraph>); L. Gyarfás (correspondant de l'Agence Télégraphique Hongroise); C. Cazan (correspondant de l'Agence <Telor>); Edmond Guerive (correspondant d'<Agence Economique et Financière>); Vladimir Cheboler (correspondant de l'agence <TASS>); Marcel Sunter-Savern (correspondant de l'agence <International Press>); Nabocoff (correspondant du journal <Daily Telegraph>); Sydney Horell (correspondant du journal <Daily Express>); H. Harisson (correspondant du journal <News Chronicle>); Liviu Artemie (correspondant d'<International News Service>); L. Kirschen (correspondant du journal <Morning

Post>); Mlle. A. Wise (correspondante pour <The Orient Observer>); F.E. Stevens (correspondant pour <The Christian Science Monitor>); J. Griffin (correspondant pour <The Nation>); Frank Smothers (correspondant du journal <Chicago Daily News>); C.L. Sulzberger (envoyé spécial du journal <New York Times>); Eugen Kovacs (correspondant - à Bucarest - du journal <New York Times>); L. Hermann (correspondant du journal <Paris-Soir>); Yvan Cahen (correspondant du journal <Paris-Midi>); I. Nedelea (correspondante du journal <L'Intransigéant>); G. Christoph (correspondant du journal <Frankfurter Zeitung>); K. Theil (correspondant de <Völkischer Beobachter>); G. Mergl (correspondant de <Neue Freie Presse>); K. Gebauer (correspondant du journal <Wiener Neueste Nachrichten>); Dr. Hans Henrich (correspondant d'<Europa Press>); Mme. Edith von Coler (correspondante de <Deutsche Allgemeine Zeitung>); Georg Streiter (correspondant d'<Ostdeutschen Morgenpost>); Luigi Armelani (correspondant de <Giornale d'Italia>); S. Scuartini (correspondant d'<Il Popolo d'Italia>); Z. Tomici (correspondant de <Vreme>); Liviu Nasta (correspondant de <Politika>); Karl Gyr (correspondant de <Neue Berner Zeitung>); L. Kostomiris (correspondant d'<Ethnos>); C. Tzurkas (correspondant d'<Elefteron Vima>); Francisc Koreh (correspondant de <Budapest Tudosité>). Plusieurs *envoyés spéciaux* étaient présents, tels que: E. Botany (<Reuter>); Sonia Tomara (<New York Herald Tribune>); L.G. Forest (<Manchester Guardian>); Richard Mourer (<Chicago Daily News>); L. Lehrbas (<Associated Press>); Walter Boshard (<Neue Züricher Zeitung>); James Edward Brown (<International News Service>); L.C. Salter (<Daily Mail>); F. Maitland (l'Agence <Havas>); Clara Molingworth (<Daily Telegraph>); Edward Beattie (<United Press>); Hugh Carleton Greene (<Daily Telegraph>); E. Weisenfeld (<D.N.B.>); Frank Moto (<International News Photo>), etc. (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2331, samedi, 30 septembre 1939, p. 1).

On constate que la diplomatie roumaine a opéré «à plein régime», étant invitée à la fois par des représentants des démocraties occidentales et des régimes totalitaires (nazis et fasciste), une place particulière étant réservée aux représentants des États voisins, quelle que soit la nature des régimes politiques.

Les Britanniques ont été troublés et désagréablement surpris par l'invasion soviétique de la Pologne le 17 septembre 1939, deux semaines après l'attaque du Troisième Reich contre ce même État, voisin et allié de notre pays, qui entretenait des relations privilégiées avec le Royaume-Uni. La rédaction du journal banatien a enregistré ce qui suit :

«Au cours de la *rencontre* que *M. Maisky*, l'ambassadeur soviétique, eut mercredi (27 septembre 1939 - *n.n.*), avec Lord Halifax, il remit au gouvernement anglais la réponse à la demande adressée à Moscou de donner des explications sur la politique soviétique. action en Pologne. Le rédacteur diplomatique du <Daily Telegraph> estime que le gouvernement de Moscou a répondu qu'il ne pouvait pas, pour le moment, faire une déclaration définitive à cet égard, car l'action soviétique en Pologne est liée à des facteurs et à des événements que le gouvernement de

*Moscou ne peut pas contrôler.* Le même journal est informé que Lord Halifax a demandé à M. Maisky quelle serait *l'attitude du gouvernement soviétique face à une éventuelle reprise des pourparlers commerciaux anglo-russes.* Les Russes ont communiqué que *la voie des négociations est libre, avec n'importe quel État.*» (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2331, samedi, 30 septembre 1939, p. 1).

La «perfidie Albion» a agi selon la «recette» habituelle: d'une part, elle a formellement tenu le gouvernement soviétique responsable de l'action militaire en Pologne, essayant de convaincre l'opinion publique internationale de son intérêt pour l'État polonais, et, d'autre part, d'autre part, il a rouvert les pourparlers sur la conclusion d'accords commerciaux entre la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique. Il semblait que la Pologne, à son tour, avait été sacrifiée, après la Tchécoslovaquie, sur «l'autel» des intérêts des Grandes Puissances européennes.

Dans le numéro du 30 septembre 1939, le rédacteur en chef de *l'Ouest*, Petru Sfetca, exprime, dans un article aux accents dramatiques, son espoir dans le triomphe de la raison et dans la conclusion, au plus tôt, du conflit:

«Curieux et apeurés, nous parcourons - chaque jour - les nouvelles télégraphiées à grande distance et nous ne pouvons pas croire que ces histoires soient, en effet, *des réalités en cours ou seulement des colorations d'un imaginaire trop riche* qui, à son gré, se charge de notre bien Foi. Curieux et agacés, nos yeux sirotent la nouveauté, avec la gourmandise des affamés, et il n'est pas rare que nos nerfs se détendent au point qu'un frisson plus accentué pourrait nous faire craquer.

Nous sommes derrière des fronts de combat, et pourtant nous vivons avec l'insécurité à portée de main. Non pas parce que nous savons que nous sommes fixés quelque part, mais dans un esprit de superstition et de prévoyance. Nos conflits internes nous rongent et qui pourrait dire qu'ils ne sont pas aussi graves que les coups des étrangers. Qu'ils ne sont pas aussi toxiques que les asphyxiants asphyxiants. Je broie juste tranquillement. Oh, si nous avions plus de certitude en nous, peut-être attendrions-nous, maintenant, à l'horizon de la joie, la colombe blanche avec un rameau d'olivier symbolique dans le pli, avec d'autres yeux une autre nouvelle, que le déluge est passé et que le grand la folie ne nous noie-t-elle pas encore. Mais où en sommes-nous au moment de ce message ? Saura-t-on attendre sa lumière?» (*Ouest* - "feuille culturelle, économique, sociale", Timișoara, an X, n° 2331, samedi, 30 septembre 1939, p. 1).

Toujours à la fin du septembre 1939, le journal banatien signale une certaine condescendance envers les prisonniers, manifestement sur le front occidental, reprenant les informations transmises par l'agence allemande <D.N.B.>, qui voulait prouver au monde entier que le Troisième Reich respecterait strictement toutes les lois internationales sur la guerre:

«Trois aviateurs français, faits prisonniers dans un avion abattu sur le territoire allemand mardi (26 septembre 1939), ont demandé aux radios allemandes d'informer leurs proches en France. *La radio allemande* exauça ce souhait et envoya les salutations du capitaine Eveno Armand à sa femme, de l'adjudant Girard Marius à sa femme et du sergent Grozon Marius à son père et sa fiancée de France.» (*Ouest - "feuille culturelle, économique, sociale"*, Timișoara, an X, n° 2331, samedi, 30 septembre 1939, p. 4).

En fait, Hitler espérait un accord avec la Grande-Bretagne et un isolement complet de la France, qui lui aurait permis de canaliser son effort militaire vers l'Est, en respectant le slogan "Drang nach Osten", pour obtenir un espace vital (*Lebensraum*), jugé indispensable pour la nation allemande, «veuve» par les colonies détenues en Afrique orientale et par les possessions sur d'autres continents.

Malgré ces gestes humanitaires, intensément médiatisés et utilisés par l'immense appareil de propagande de l'Allemagne nationale-socialiste, le rédacteur militaire de l'agence <Havas> rapporte le déroulement de violents combats aériens au-dessus de la ligne Siegfried :

«Sur le front français, les opérations de l'armée restent modestes. On ne peut pas en dire autant des opérations aériennes.

*Les opérations aériennes alliées se développent.* La puissance des deux grandes armées alliées, agissant en contact étroit l'une avec l'autre, commence à peser lourdement sur la situation sur le front occidental. Et l'action des deux avions alliés (français et britannique - *n.n.*) s'exerce fortement sur l'aviation allemande, dont beaucoup d'appareils ont été détruits en Pologne et beaucoup d'autres doivent être révisés. La situation est donc utilisée par les alliés, qui augmentent leur avantage.

*Des avions de chasse alliés ont également combattu sur la ligne Siegfried contre des avions de chasse allemands.* Plusieurs avions ennemis ont été abattus hier (jeudi, 28 septembre 1939 - *n.n.*).

Mais *la mission la plus importante était les avions de reconnaissance.* Les avions français ont effectué des missions lointaines au-dessus de l'Allemagne du sud, volant - autant que possible - vers l'est, le long des principales autoroutes, routes et voies ferrées.

Les observations recueillies sur ces vols permettront au Commandement français de se faire une idée précise de la situation du trafic en Allemagne.» (*Ouest - "feuille culturelle, économique, sociale"*, Timișoara, an X, n° 2331, samedi, 30 septembre 1939, p. 4).

Ainsi, dès le début de la guerre, les Alliés occidentaux savaient bien qu'ils avaient la suprématie aérienne, du moins pour le moment, et que le Troisième Reich avait alors

la suprématie terrestre. La situation changera plusieurs fois au cours des six années de guerre.

\*\*\*

En conclusion, la rédaction occidentale a présenté, commenté et diffusé des informations sur l'évolution des relations internationales après la disparition de l'État tchécoslovaque de la carte de l'Europe, à partir de sources crédibles, les analyses de ses rédacteurs réputés se révélant extrêmement pertinentes et objectives. Pas même le changement de profil du journal mentionné n'a déterminé le renoncement à l'excellente chronique de politique étrangère, emblématique pour cette publication.

Dans ses pages, le journal Banat aborde de multiples sujets: les revendications territoriales bulgares contre la Roumanie; la crise de Dantzig; les préparatifs de guerre de la Yougoslavie; l'échange de lettres entre Hitler et Daladier; la démission du gouvernement japonais suite au paraphe du pacte Ribbentrop-Molotov; l'invasion allemande puis soviétique de la Pologne, ainsi que la conduite détaillée des opérations militaires; la "guerre étrange" sur le front occidental, avec ses multiples facettes; le point de vue de Berlin sur l'Union Soviétique et la Turquie; l'accueil des réfugiés polonais (gens ordinaires, diplomates, membres du cabinet de Varsovie, président, officiers supérieurs, etc.) sur le territoire roumain; les mesures militaires préventives adoptées par notre pays; «réactivation» de la Société nationale de la Croix-Rouge de Roumanie; l'impact de la guerre sur les bourses européennes; l'aversion croissante du Portugal pour l'Allemagne; les actions du sous-secrétariat d'État à la propagande pour maintenir la neutralité de la Roumanie; pourparlers soviéto-britanniques sur l'attaque de l'Armée Rouge contre la Pologne et la perspective d'un accord commercial entre Moscou et Londres, etc.

## Références bibliographiques

### I. Presse

*Vestul*, Timișoara, 1939.

### II. Bibliographie générale

Bocu, Sever. 2005. *Drumuri și răscruci: memorii*. Ediție îngrijită de Cornel Ungureanu și Viorel Marineasa. Timișoara: Editura Marineasa.

Bogdan, Vasile. 1999. *Un destin zbuciumat: Sever Bocu*. Timișoara: Editura Augusta.

Bold, Emilian I.; Ciupercă, Ion. 2010. *Europa în derivă (1918-1940): din istoria relațiilor internaționale*. Ed. a 2-a revăzută și adăugită. Iași: Editura Demiurg Plus.

Carr, E.H. 2011. *Criza celor douăzeci de ani (1919-1939): o introducere în studiul relațiilor internaționale*. În românește de Cătălin Drăcșineanu. Iași: Editura Polirom.

Chirca, Dorin. 2010. *Sistemul de alianțe politice și militare în Europa Centrală și de Sud-Est în perioada interbelică*. Sibiu: Editura Academiei Forțelor Terestre Nicolae Bălcescu.

Ciorbea, Valentin; Ploeanu, Emanuel. 2011. *Din istoria secolului XX*. Vol. 3 (1939-1945. *Diplomația războiului*). Constanța: Editura Ex Ponto.

Cristea, Darie. 2013. *Un secol de relații internaționale*. București: Editura Universității din București.



- Diaconu, Ion. 2008. *Relațiile internaționale în epocile modernă și contemporană*. București: Editura Fundației România de Măine.
- Leuștean, Lucian. 2015. *O istorie internațională a Europei în secolul XX*. Vol. 1 (1919-1945). Iași: Editura Universității „Alexandru Ioan Cuza”.
- Lupu, Corvin; Lupu, Grațian. 2013. *Istoria relațiilor internaționale: Europa în perioada 1919-1947*. București: Editura Universității Naționale de Apărare „Carol I”.
- Moisescu, Marius Octavian. [2012]. *Relațiile internaționale de la sistemul de pace Versailles (1919-1920), până la tratatele de pace de la Paris (1947)*. [Geamăna]: Editura Juventus Press.
- Moisuc, Viorica. 2005. *Istoria relațiilor internaționale până la mijlocul secolului al XX-lea*. Ediția a 2-a. București: Editura Fundației România de Măine.
- Moraru, Pavel. 2013. *Relațiile internaționale în anii 1914-1947*. Cluj-Napoca: Editura Risoprint.
- Munteanu, Ioan. 1999. *Sever Bocu: 1874-1951*. Timișoara: Editura Mirton.
- Nazaria, Sergiu. 2012. *O istorie contra miturilor: relațiile internaționale în epoca războaielor mondiale (1914-1945/1947)*. Chișinău: Catedra Relații Internaționale IRIM, Asociația Istoricilor și Politologilor Pro-Moldova, Centrul de Analiză Strategică și Prognoză „Est-Vest” în Republica Moldova.
- Onișoru, Gheorghe. 2015. *Istoria lumii contemporane: de la revoluția bolșevică până în zilele noastre (1917-2015)*. Târgoviște: Editura Cetatea de Scaun.
- Rea, Tony; Wright, John. 1997. *International relations: 1914-1995*. Oxford: Oxford University Press.
- Renouvin, Pierre; Duroselle, Jean-Baptiste. 1991. *Introduction à l'histoire des relations internationales*. Paris: Armand Colin.
- Roosens, Claude. 2001. *Les relations internationales de 1815 à nos jours*, tome I (1815-1939). Paris: Academia Bruylant.
- Scurtu, Georgiana-Margareta. 2006. *Relațiile internaționale în contextul celui de-al doilea război mondial. Studiu de caz: relațiile României cu Franța (octombrie 1938-iunie 1940)*. București: Institutul Cultural Român.